

**Quand le séminR OtoGré Emancipation rencontre le séminaire itinérant du FIPS et le GRM : Journées -Prisons en luttés années 70-,**

**les 21 et 22 janvier 2011.**

**« Tous les détenus sont politiques » : enjeux d'un possible transfert  
des luttés autour des prisons entre les Etats-Unis et la France,  
au début des années 70.**

**Echos des révoltes d'Attica dans les luttés de détenus à Toul,  
à travers quelques textes de Jean Genet et Michel Foucault.**

---

La proposition que je veux faire maintenant devrait se situer à une sorte de carrefour entre le travail du séminR OtoGré Emancipation, et du Groupe de Recherches Matérialistes. D'un côté une interrogation sur les reconfigurations contemporaines des figures du sujet politique, qui prend en ce moment appui notamment sur les luttés dans les prisons des années 70's, interrogeant la nécessité, pour toute politique d'émancipation de prendre en charge une série de figures, de formes d'énonciation et de modes de subjectivation qui font rupture avec toutes les tentatives normatives et hégémoniques de localiser et de décrire ce qui serait Le sujet de la politique, dont une figure majoritaire sous-jacente aux luttés des années 70 reste l'ouvrier masculin blanc européen et urbain, dont l'identité et le combat ont été forgé dans les usines du capitalisme industriel. De l'autre, un travail sur les conjonctures, les interventions théoriques et politiques en tant qu'elles sont entremêlées aux situations historiques. Et cette année, un travail sur les conjonctures en tant qu'elles se répondent et s'appellent les unes les autres, une analyse des luttés en tant qu'elles réactivent sans cesse des conjonctures à distance, temporellement ou géographiquement. Un élément avancé par Livio il y a deux ans à propos de cette question du transfert entre conjonctures, était la nécessité, pour qu'il y ait transfert, d'un site, d'un point localisé dans une situation historique donnée, qui puisse se être constitué comme lieu spécifique de la réactivation possible d'une autre conjoncture.

Autre élément de contexte avant de me lancer, la lutte présente des travailleurs, précaires, étudiants de l'ENS portant sur les conditions de travail et la violence du mépris hiérarchique, qui entretiennent deux sortes d'intuitions : 1) le « travail » politique, pour parler comme Genet, consiste

en partie à élaborer localement des collectifs en se confrontant à une série indéterminée de coupures et de divisions plus ou moins sédimentés, toujours prise dans un rapport complexe entre nos assignations institutionnelles et le jeu de nos identifications/dés-identifications. Dans le cas de cette lutte là, les coupures passent entre les différentes catégories de personnels (cantine, bibliothèque, jardin) mais aussi entre étudiants et personnels, entre hommes et femmes, entre « français » et « immigrés »...2) la capacité d'une lutte à s'articuler à d'autres, à établir des alliances stratégiques et des luttes plus larges, dépend notamment de sa capacité de se nourrir d'autres luttes, de réactiver et de s'appropriier des expériences politiques passées ou lointaines géographiquement. Donc je dirais que le croisement du séminR OtoGré Emancipation et du GRM tombe bien.

L'idée donc de cette proposition est de tenter de voir comment les discours, les mots d'ordre, les analyses, les modes de problématisation, les langages, circulent et se déplacent entre la France et les Etats-Unis, au cours des années 70, 71 en particulier, sur la question des prisons et des luttes à l'intérieur et autour des prisons. Plus spécifiquement, il s'agit de s'installer dans la conjoncture française, autour du GIP, et de Michel Foucault notamment, pour y être attentif à la réception, à l'écho, aux formes de traduction et de réactivation des événements qui ont lieu autour des prisons américaines. Si le Groupe d'Information Prison, dispositif qui permet l'émergence d'une parole, d'une information et d'une série de luttes dans les prisons françaises entre 1970 et 1972, est attentif aux mouvements des prisons à l'étranger (Suède, Grande Bretagne, Italie par ex), c'est surtout la situation américaine qui va faire l'objet d'un engagement et d'un intérêt spécifique. Il faut dire immédiatement que la politisation des révoltes carcérales est aux Etats-Unis, le fait du mouvement noir, et des militants noirs qui se démarquent, dès le milieu des années 60, de la non violence et du mouvement des droits civiques portés par Martin Luther King. C'est Malcom X et surtout les Panthères Noires fondées en 1966, avec Eldridge Cleaver, Huey Newton, Bobby Seale, Angela Davis ou encore Georges Jackson qui travaillent à la politisation des prisons. En France, ce mouvement noir révolutionnaire est connu par des traductions très rapides des ouvrages des leaders noirs, Cleaver en 70, Jackson en 71, et par les textes de Jean Genet, qui passe beaucoup de temps, à ce moment là, aux côtés du Black Panther Party. En 1971, deux événements en particulier auront un écho important en France : l'assassinat de George Jackson en août dans le pénitencier de San Quentin, et en septembre, la mutinerie d'Attica (prison de l'Etat de New York). On assiste alors en France à la création de nombreux comités de soutien, à Angela Davis et George Jackson, des pétitions, des meetings, des manifestations, et le GIP publie, en novembre 1971, une brochure Intolérable, la numéro 3, consacrée à « L'assassinat de George Jackson ».

Dans le recueil des archives de l'IMEC, il est indiqué que c'est l'usage d'un langage marxiste qui a

permet le transfert d'expérience. On aurait donc une première explication expliquant, ou du moins rendant a priori possible le transfert de conjoncture entre les Etats-Unis et la France : 1) la circulation de pigeons-voyageurs traducteurs, tel Genet qui fait des aller-retours constants ou Michel Foucault, qui se rend à Attica en avril 1972, et 2) l'existence préalable d'un langage commun, marxiste, qui forme une sorte de fond théorique des révoltes des années 70 et qui donne un caractère audible et visible aux mouvements d'ici et ailleurs. Ces deux points sont à la fois indéniables et problématiques : 1) il y a aussi des pigeons voyageurs traducteurs entre l'Italie et la France au même moment (Donzelot, Defert), 2) ces mouvements en Italie sont formulés dans un marxisme théorique bien plus rigoureux que celui des Panthères Noires. En réalité, si l'on veut faire d'une proximité a priori entre deux situations (pré-existence d'un même langage ou des situations plus ou moins semblables du point de vue le plus descriptif possible) la condition d'un transfert de conjoncture, on est conduit à se demander pourquoi c'est, dans ce cas des *Prisons années 70*, les deux situations les plus éloignées a priori l'une de l'autre qui vont trouver le plus d'écho l'une dans l'autre. Ce que je tenterais de dire, en m'appuyant sur quelques textes de Foucault et de Genet, c'est que la réception/réactivation française de la conjoncture américaine est suscité par la possibilité stratégique d'opérer une jonction en France, entre les luttes de prisonniers, et les luttes plus traditionnelles du mouvement ouvrier. Cette possibilité reste suspendue à un événement encore impossible en France, la formation d'une organisation politique capable d'effectuer un tel travail, d'une « instance d'élucidation politique » selon les mots de Foucault dans son entretien avec les mao de février 72, qui pourrait être l'œuvre commune des détenus, anciens détenus et militants politiques. La possibilité d'une telle organisation politique reste elle-même suspendue à un autre transfert, plus discret et plus local celui là, entre le Groupe d'Information Prison et le Comité d'Action des Prisonniers. Le CAP représente à la fin de 1972, l'émergence d'une prise de parole et de l'élaboration d'une critique du système carcéral et de la société disciplinaire, par les prisonniers eux-même, par opposition au GIP, composé de détenus et familles de détenus, mais aussi d'intellectuels et militants politiques, et dont le rôle déclaré est de « faire savoir » ce qui se passe dans les prisons, les conditions matérielles de détention mais aussi les révoltes, répressions et revendications. Il s'agit de « faire savoir » pour refuser de « parler pour » dans un premier temps, avant de pouvoir, par la suite « laisser parler » les détenus eux-même. Notre hypothèse, c'est que la manière dont le problème est formulé dans la conjoncture française donc : « refuser de parler pour » - « faire savoir » - « laisser parler », rend impossible toute forme de « parler avec », c'est à dire l'élaboration commune d'une réflexion politique, d'actions et de prises de positions, de formes de réflexions et de jugements stratégiques, qui permettraient la formation d'alliances et l'élargissement des luttes. C'est donc le détour par les Etats-Unis, et par la différence, la distance entre la situation américaine et la situation française, qu'une telle entreprise : former une instance d'élucidation

politique capable de *travailler* les coupures entre prisonniers et ouvriers par exemple<sup>1</sup>, peut au moins se formuler comme exigence.

Il faut ici préciser la question du site à propos de ce transfert en particulier. Dire que la prison comme telle est le lieu à partir duquel s'opère la circulation et la réception reste trop imprécis. Si on admet pour l'instant que ce qui est en jeu, c'est la possibilité d'inscrire les luttes de prisonniers dans les luttes politiques et notamment ouvrières des années 70, il faut alors se situer au niveau même de ce qui, dans les luttes de prisonniers elles mêmes, constitue le principal obstacle. Ce niveau, c'est celui d'un certain problème, que l'on peut appeler pour l'instant, « la question des divisions entre prisonniers ». Ce que l'exemple américain met en évidence, c'est que le mouvement des prisonniers est à l'avant garde du mouvement révolutionnaire en tant qu'il opère en son sein le premier pas, et le plus important, qui est celui de l'alliance entre mouvement noir et mouvement révolutionnaire des blancs et des jeunes notamment. Le travail à effectuer sur les coupures matérielles et affectives qui structurent toutes les luttes doit commencer, aux Etats-Unis, dans les prisons. Et il a en réalité déjà commencé, et c'est cela qui fait peur à l'Administration pénitentiaire, et plus généralement au gouvernement américain. C'est le renversement du racisme, la lutte commune des « noirs, des bruns et des blancs » qui permet aux luttes dans les prisons de devenir exemplaires. Ce sont les mots de George Jackson dans la brochure Intolérable 3, « L'assassinat de George Jackson », dans un interview donné à un journaliste du Berkeley Tribe à San Quentin, le mercredi 28 juillet 1971 :

*« Et nous espérons qu'à un niveau encore non organisé -celui où se trouve le mouvement des prisons – nous pourrions peut-être fournir un exemple pour le mouvement tout entier. » (p 25)*

Le « nègre vermeille » ou le « noir écarlate » (rouge, c'est à dire révolutionnaire) selon les mots de Genet, lorsqu'il se révolte depuis la prison, a la possibilité de faire éclater deux coupures structurantes de l'ordre social et politique américains : coupure entre les prisonniers et les hommes « libres » et travailleurs d'une part, et, surtout, coupure entre les noirs et les blancs. Dans une société où les formes d'alliance entre esclave et capitalisme restent bien visibles, la révolte des esclaves s'inscrit dans la lutte des classes depuis le lieu des prisons.

*« Noirs sans doute, mais aussi rouges, et le nerf optique des Américains blonds s'affole, il ne sait plus*

---

<sup>1</sup>...(mais aussi entre travailleurs « immigrés » et travailleurs français, coupure d'une actualité brûlante cette année là, avec l'occupation du siège du CNPF par des militants mao et des intellectuels français pour protester contre la mort de 5 travailleurs immigrés d'origine africaine dans un foyer d'Aubervilliers, asphyxiés par un feu de détritiques qu'ils avaient tenté d'allumer pour pallier au manque de chauffage).

*quelle image ni quelle couleur saisir. Qui sont ces Nègres rouges, ces Noirs écarlates?<sup>2</sup> »*

Ainsi, la question du transfert de conjoncture se pose au niveau des divisions entre prisonniers et des possibilités d'alliances au sein des luttes. Plus précisément, elle se pose au niveau où les séparations structurantes de l'ordre social se rejouent à l'intérieur même de la prison, passent entre les détenus eux même, et donc, au niveau où le front commun des luttes à l'extérieur des prisons doit s'établir et ne pourra commencer que depuis l'intérieur même du système carcéral. La division structurante, d'après les militants français, de l'ordre social en France, qui rend impuissant la formation d'un véritable mouvement révolutionnaire, passe entre la plèbe prolétarisée et la plèbe non prolétarisée. La répétition de cette coupure, à l'intérieur des prisons établit une ligne de démarcation claire entre les « détenus politiques » et les « droits communs ». L'hypothèse que je tente alors, c'est de dire que le slogan « tous les détenus sont politiques », est l'écho français du vacarme des prisons américaines, et que l'enjeu de l'intérêt porté par Foucault et Genet notamment à la situation américaine, se situe dans cette possibilité d'alliances inédites entre détenus au sein des prisons françaises, comme nouveau point d'appui d'un mouvement révolutionnaire de grande ampleur.

C'est beaucoup d'hypothèses qu'il faudrait maintenant argumenter de manière plus précise.

- 1) Limites du GIP comme force d'intervention politique.
- 2) La Brochure du GIP « L'assassinat de George Jackson » et le réagencement du front révolutionnaire.
- 3) Foucault de Toul à Attica et Genet le magicien.

## **I / Aux limites du GIP : l'enjeu d'une prise de parole politique des détenus eux-mêmes.**

Puisqu'on reparlera du GIP par la suite dans les journées, je ne fais que mentionner un certain écart entre deux textes, tous deux écrits par Michel Foucault. L'enjeu est de discerner, dans l'épisode de la fin du GIP, du passage du GIP au CAP à la fin de 1972, l'impossibilité pour le GIP d'un jugement politique, d'une prise de position explicite sur les luttes de prisonniers. En un sens, il ne s'agit pas d'un manque, la nouveauté du GIP est ailleurs, c'est simplement une sorte de tension, un projet politique estimé nécessaire par Foucault, Defert et quelques autres, et qui ne peut voir le jour au

---

<sup>2</sup>Jean Genet, « Le Rouge et le Noir », aout 1971, la veille de l'ouverture du procès Jackson, traduit partiellement dans *The Black Panther*, dans ED.

sein du GIP. C'est à partir de cette nécessité politique impossible à mettre en œuvre pratiquement que l'on doit comprendre la lecture qui est faite de la conjoncture américaine. Deux textes donc, et surtout leur distance. 1) Le manifeste du GIP, le 8 février 1971 qui articule une position du problème de la prison comme concernant tout le monde potentiellement : « nul de nous n'est sûr d'échapper à la prison » et la nécessité de faire savoir ce qui s'y passe : « peu d'informations se publient sur les prisons : c'est une des régions cachées de notre système social, l'une des cases noires de notre vie. Nous avons le droit de savoir, nous voulons savoir. » Autour des enquêtes intolérables, il s'agit de former un collectif aux contours illimités, capable de recueillir et de faire circuler des informations sur les prisons. 2) la préface que Foucault écrit au livre de Serge Livrozet, un des animateur principal du CAP, pour son livre, *De la prison à la révolte*, en 1973. L'argument général du texte est le suivant : on a toujours beaucoup prêté attention à la parole des détenus : « les condamnés n'ont pas à se plaindre : depuis le temps qu'ils ont la parole, ils ont eu l'occasion de dire ce qu'ils avaient à dire », mais à une condition : qu'ils racontent leur vie. Ainsi se construit d'un côté les aventures hasardeuses des hommes seuls, toujours singuliers, et le récit de leurs expériences vécues, et de l'autre, la sociologie et la psychologie de la délinquance, l'approche du phénomène d'ensemble que constitue la criminalité comme catégorie générale d'analyse. Entre ces deux pôles nous dit Foucault, « *on peut être sûr qu'ils (les délinquants) ne formeront rien d'autre qu'une collection; jamais un mouvement collectif porteur lui-même de sa propre réflexion* ». Mais raconte Foucault, dans les Mémoires de Lacenaire, rédigés en prison juste avant son exécution, il y a eu censure avant l'édition. On a conservé les souvenirs et les aventures et expurgés les réflexions portant sur les relations entre le crime, l'Etat, la politique, la religion et l'économie. » Ce n'est pas la pratique, c'est la théorie du crime qui est passée au caviar. Le régime de Louis Philippe pouvait bien supporter qu'un assassin remémorât un assassinat; mais non pas qu'un criminel réfléchît sur le crime, sur la question politique du crime, ou fît une analyse que d'autres (criminels ou non) pourraient reprendre et travailler comme une oeuvre commune. » On peut noter ici la parenthèse (criminel ou non) qui semble une réponse explicite à Livrozet, qui s'était échauffé à la fin de 1972, accusant le GIP de n'être composé que d'intellectuels et de militants et revendiquant que l'on se passe désormais des intellectuels! Le livre de Livrozet, en perturbant cette scène du roman policier (masses statistiques et récit singulier de l'aventure vécue) faire entendre quelque chose de nouveau et d'ancien à la fois. « *Car il y a depuis fort longtemps, une pensée de l'infraction intrinsèque à l'infraction elle même; une certaine réflexion sur la loi liée au refus actif de la loi ; une certaine analyse du pouvoir et du droit qui se pratiquaient chez ceux là mêmes qui étaient en lutte quotidienne contre le droit et le pouvoir. Etrangement, cette pensée semble avoir fait plus peur que l'illégalité elle-même, puisqu'elle a été plus sévèrement censurée que les faits qui l'accompagnaient ou dont elle était l'occasion.* » Le livre de Livrozet, selon Foucault donc, serait « *l'expression*

*individuelle et forte d'une certaine expérience et d'une certaine pensée populaire de la loi et de l'illégalité.* » Bref, réclame Foucault en 1973 : il s'agit maintenant d'écouter une pensée et une critique de la prison et de la loi par les détenus et anciens détenus eux-même, tout autant que d'encourager la formation de collectifs et d'organisation politique de détenus. C'est tout simplement un texte de soutien au Comité d'Action Prisonnier, et à son journal et organe de réflexion et d'élaboration de revendication du même nom. On a donc un transfert très net, sur fond d'une certaine pas de côté par rapport à 1970. A la fondation du GIP, le silence autour de la prison justifie la création d'un Groupe d'information, chargé de faire savoir ce qui s'y passe et de faire entendre les revendications des détenus à travers la pratique d'enquêtes d'un genre nouveau. En 1973, on a toujours beaucoup entendu les délinquants, mais en y mettant des conditions, il est temps de leur rendre toute entière leur parole.

Cette question du transfert, du passage entre le GIP et le CAP trouve une résonance dans le CAP lui-même. Dans l'édito du premier numéro, le 11 décembre 1972, est posée la question : « Pourquoi le GIP et maintenant le CAP? » La réponse est qu'une adhésion au GIP ne peut suffire aux prisonniers qui veulent lutter : « Les prisonniers et les anciens prisonniers doivent s'organiser comme force de lutte ». Et l'édito du numéro 4, le 15 mars 1973, poursuit cette mise au point : il reconnaît être forcé de sélectionner les textes pour la publication dans le CAP, et doit donc affirmer une ligne. « *Depuis quelques années, tout ce qui a été dit et écrit sur les prisons concernait exclusivement les mauvaises conditions matérielles de détention, sur lesquelles on s'étendait à plaisir pour essayer d'apitoyer quelques petits bourgeois en mal de conscience. Cela a duré des années et pourrait encore durer des siècles. A force de sensibiliser les gens, on arriverait bien par obtenir quelques aménagements, mais sans rien changer aux conditions fondamentales de détention qui ne sont point une question d'argent mais de société répressive* ». Le temps est donc à la lutte des prisonniers et la définition de revendications précises. Le passage du GIP au CAP définit clairement le rôle du premier comme celui de l'ouverture d'un espace public et politique dans lequel il devient possible de parler de la prison, mais ce dispositif doit s'effacer le plus rapidement possible au profit des prisonniers eux-même. En quelque sorte, le plus grand succès du GIP, lu à partir de ces quelques textes, est d'avoir su se rendre superflu, de laisser la place à une force politique et critique autonome.

Deux autres éléments, pour avancer et préciser cette idée, qu'il y avait dans la situation des luttes autour des prisons françaises dans les années 1970/73, une sorte de tension qui passait à l'intérieur du GIP lui-même, à propos de la pertinence d'une intervention politique qui se situerait aux côtés et en soutien aux luttes politiques des détenus, et dans la perspective de la construction d'une lutte plus

large. 1) « L'entretien avec les mao », de février 72, dans le numéro spécial des Temps modernes sur le fascisme et la démocratie. Ce texte constitue une tentative explicite de faire déboucher une analyse théorique et historique des fonctions du dispositif Prison/Justice/Police sur une réflexion portant sur la nécessité d'une « instance d'élucidation politique » qui permettrait de riposter face aux divisions qui fragmentent les luttes politiques. La Justice, sous la forme du tribunal bourgeois, des conditions matérielles d'exercice qui sont les siennes, rempli selon Foucault une fonction primordiale : elle permet d'opérer au sein des classes populaires une séparation entre d'une part, un prolétariat intégré au système productif, docile et moralisé, et d'autre part, une plèbe non prolétarisée, marginalisée, et constituée comme milieu clos de la délinquance. Les séparations objectives, en termes de lieux et de conditions d'existence entre ces deux faces de la plèbe moderne (l'une prolétarisée, l'autre criminalisée) sont redoublées sur le plan idéologique : le prolétariat est nourri de littérature de faits divers et de crime lui narrant la dangerosité des bas fonds, tandis que la plèbe non prolétarisée, enrôlée dans l'armée, la police ou les colonies, constitue le support privilégié du nationalisme, du fascisme et du racisme. Premier écho avec Jackson, dans la brochure Intolérable du GIP : « L'assassinat de George Jackson », dans la préface rédigée par Jean Genet, qui cite donc George Jackson et ses *Lettres de Soledad* où il définit le fascisme : « *le fascisme s'empare de tous les facteurs latents de division et les met en action : racisme, nationalisme, religion.* » On y reviendra. La discussion avec les militants mao porte dans l'entretien sur la pertinence des tribunaux populaires, d'un parti d'avant garde, d'un appareil d'Etat, dont l'objectif serait de rétablir une sorte d'unité au sein des masses, de libérer toute la puissance politique aux luttes populaires en rendant possible la jonction entre les classes laborieuses et les classes dangereuses. Foucault, et c'est tout l'enjeu de cet article, exprime ses doutes à propos des tribunaux populaires et de leur capacité à résorber de telles divisions, provoquées par l'exercice des jugements de tribunaux eux même. Il refuse toute position de surplomb ou d'extériorité, toute supériorité morale d'extériorité aux luttes en cours : « c'est du point de vue de la propriété qu'il y a vol et voleur ». Néanmoins, il accorde aux militants mao la nécessité d'une forme d'organisation politique spécifique :

*« Si tu définis le tribunal populaire comme instance de normalisation – j'aimerais mieux dire : instance d'élucidation politique- à partir de quoi les actions de justice populaire peuvent s'intégrer à l'ensemble de la ligne politique du prolétariat, je suis tout à fait d'accord. Mais j'éprouve de la difficulté à appeler une telle instance un « tribunal ». Je pense comme toi que l'acte de justice par quoi l'on répond à l'ennemi de classe ne peut être confié à une espèce de spontanéité non réfléchie, non intégrée à une lutte d'ensemble. Ce besoin de riposte qui existe, en effet, chez les masses, il faut trouver les formes pour l'élaborer, pour la discuter, l'information... » (p 1230).*

Foucault évite tout au long de l'article de mentionner l'activité du GIP, pourtant à apogée au

printemps 1972. Le GIP, c'est tout autre chose, et ne peut pas permettre de travailler à l'inscription des luttes de prisonniers dans une « lutte d'ensemble ». Le GIP fait savoir, rassemble des informations, fait entendre des voix d'ordinaires étouffées, permet l'établissement de solidarités et de luttes avec les familles de détenus et les anciens détenus, mène en quelque sorte, la guérilla anti-carcérale. Mais ce n'est pas le lieu d'une possible rencontre entre prolétariat normalisé et plèbe irréductible, le GIP n'a rien à dire sur la signification des luttes de détenus, leur possible articulation à d'autres luttes...A propos des luttes des prisonniers de Nancy, un communiqué de janvier 72 de Foucault répond à la rumeur qui circule dans la presse que le GIP aurait désavoué leur action :

*« Le GIP estime que les prisonniers sont assez grands. Le GIP n'est pas un tribunal intellectuel qui jugerait du bien-fondé de ces actions, pas plus qu'il n'est, comme le voudrait le ministère, un groupe subversif qui les inspirerait du dehors. Dès sa fondation, le GIP s'est proposé, non pas de parler pour les prisonniers ou en leur nom, mais de faire en sorte que les prisonniers et leurs familles puissent enfin parler eux même. »*

On retrouve le dispositif de problématisation caractéristique du transfert qui nous intéresse dans la conjoncture française : refus de « parler pour » ou « au nom de », pour mieux laisser parler les prisonniers « eux-même ». C'est déjà là ce qui annonce le passage à venir du GIP au CAP. Forme de problématisation qui rend impossible toute intervention théorique et/ou pratique portant sur le sens politique, révolutionnaire ou non, des luttes de prisonniers, et leurs rapports aux luttes politiques à l'extérieur de la prison. Point d'absence qui va trouver à s'exprimer dans le rapport à la conjoncture américaine, et pour la France, on le verra, dans quelques textes remisés dans le tiroirs aussitôt écrits, avec un communiqué inédit du GIP sur les révoltes de Toul, et un texte non publié de Genet, qui devait faire l'objet d'une publication dans une brochure *Intolérable*. Retenue d'un certain geste politique dans la conjoncture française, en l'absence d'une voix politique autonome venant des prisons, à laquelle il deviendrait possible de se joindre. La situation était, on va le voir, un peu différente aux Etats-Unis.

## **II / Aux Etats Unis, « la lutte dans les prisons est devenu un front nouveau de la révolution ».**

Cette phrase conclue la brochure du GIP consacrée à l'assassinat de George Jackson, publiée en France chez Gallimard, le 10 novembre 1971. L'idée ici est de saisir comment les révoltes dans les

prisons américaines sont reçues et présentées par Genet et le GIP en France. Cette présentation, selon notre hypothèse, tente d'articuler une analyse de la question de la division entre détenus, et le constant de l'émergence d'une lutte politique dans les prisons qui pourrait servir d'exemple et de détonateur à d'autres luttes. Il s'agit de présenter les luttes de prisonniers comme travaillant politiquement un certain nombre de clivages constitutifs de la société américaine, clivages jugés responsables de l'échec et de la fragmentation des mouvements révolutionnaires.

Il faut préciser à quel point cette réception en France de la conjoncture américaine est tributaire du personnage de Jean Genet et de sa rencontre avec Michel Foucault. Depuis le début de l'année 1970, Jean Genet se trouve aux côtés des Panthères, témoin et militant infatigable, appelé par les militants du mouvement noir pour une campagne de soutien à Bobby Seale, il vit parmi eux et sillonne à leurs côtés les Etats-Unis, de conférences en meetings, de réunions en manifestations. Il s'attachera tout particulièrement et jusqu'à sa mort à la défense de George Jackson, (mais aussi d'Angela Davis...), jugé puis assassiné à l'été 1971. Lorsqu'on printemps 1971, le GIP souhaite consacrer une de leurs publication aux prisonniers des mouvements révolutionnaires noirs américains, ils souhaitent rencontrer Genet, qui s'invite alors aux réunions et les oriente sur le cas de George Jackson. C'est l'occasion de sa rencontre avec Foucault, et d'une fréquentation soutenue pendant les années 71/72. Dans un entretien de DEE, (p1281), Foucault dit de Genet qu'il admire son sens politique profond et la justesse de ses réactions, ainsi que la beauté des textes théoriques qu'il écrit sur le pouvoir politique, sur ce que c'est que le pouvoir, et dont il a un placard rempli. On verra tout à l'heure un de ces textes politiques de Genet retrouvé dans les tiroirs de Foucault. Daniel Defert avait obtenu que Genet écrive un texte sur le système carcéral en général, mais Genet s'est refusé à le publier au dernier moment.

« Je ne veux rien publier sur la France. Je ne veux pas être un intellectuel. Je suis un poète. Pour moi défendre les Panthères et les Palestiniens s'accorde avec ma fonction de poète. Si j'écris que la question française, j'entre dans l'arène politique française – je ne veux pas de ça<sup>3</sup> ».

Genet soutiendra longtemps que la politique française ne l'intéresse pas, ou plutôt qu'il refuse de s'y intéresser, à compris à la situation carcérale<sup>4</sup>. C'est pourtant à travers lui, les informations sur les Etats-Unis mais aussi les discussions politiques que s'opère le transfert entre les conjonctures françaises et américaines. Et cela peut se comprendre à partir de la raison même pour laquelle Genet se détourne de la scène française. Une anecdote que Genet a raconté à Foucault est assez révélatrice

---

<sup>3</sup>Cité dans Edmund White, *Jean Genet*, Gallimard, 1993.

<sup>4</sup>*Dialogues*, Jean Genet et Bertrand Poirot-Delpech, 1982.

sur ce point et à propos de la question des divisions entre détenus.

*« Pendant la guerre, Genet était prisonnier à la Santé; un jour il devait être transféré au Palais de Justice pour recevoir sa condamnation; or, à l'époque, la coutume voulait que l'on attachât les prisonniers deux par deux par des menottes pour les conduire au Palais de justice; au moment où on allait attacher Genet avec un autre détenu, ce détenu demanda : « Qui est ce type avec qui vous m'attachez? », et le gardien répondit « un voleur »? Alors l'autre détenu se raidit et dit « Je refuse. Je suis un prisonnier politique, je suis communiste et je refuse qu'on m'attache avec un voleur ». Genet m'a confié que, depuis ce jour, il a, à l'égard de toutes les formes de mouvements et d'action politiques qui ont été organisés en France, non seulement de la méfiance, mais aussi un certain mépris. » (DEEI, p 1400)*

Une autre dimension qu'il faut avoir à l'esprit, c'est toute la honte (dans le sens souligné par Guillaume à Liège, d'un jeu d'identification/désidentification, de l'impossibilité de rester blanc ou européen et de la difficulté à devenir noir ou palestinien) qui accompagne le geste politique du dernier Genet. Lorsqu'on lui demande pourquoi il défend les noirs américains ou les palestiniens et non les travailleurs immigrés français il répond sur le refus de parler pour : *« Au fond, si j'ai aidé les Panthères, c'est parce qu'ils me l'ont demandé. Les travailleurs immigrés ne m'ont rien demandé<sup>5</sup>. »* Cela ne saurait pourtant régler la question. Genet mentionne lors d'un discours de soutien le 1<sup>er</sup> mai 1970 à New Haven la possible irréalité qui menace sa parole, alors qu'il est entré illégalement aux Etats Unis et y vagabonde sans risque, les Panthères, eux, sont emprisonnés, torturés et menacés de mort à chaque instant.

*« Je veux dire que, dans mes interventions, aucune irréalité ne doit se glisser car elle serait préjudiciable au Black Panther Party, et à Bobby Seale, qui est bel et bien dans une prison réelle, de ciment et d'acier. Il ne faut pas que ma liberté de parole et de déplacement soit un jeu qui obéissent au caprice : c'est donc une raison pour lesquelles je me soumet aux nécessités des Panthères<sup>6</sup>. »*

Il met donc sa parole au service des Panthères, prend position à côté d'eux, mêle sa voix à la leur, sans pour autant jamais pouvoir abolir la distance qui le sépare d'eux. L'enjeu de la présence d'un blanc au milieu du mouvement noir révolutionnaire est aussi celui de la construction de rapports nouveaux entre noirs et blancs dans les luttes politiques, d'un anti-racisme pratique expérimenté au quotidien, du côté duquel le racisme et le fascisme sont les plus visibles.

---

<sup>5</sup>Entretien avec Michèle Manceaux, 10 mai 1970, Paris, publié dans le Nouvel Observateur sous le titre « Genet chez les Panthères Noires », ED.

<sup>6</sup>May Day Speech, ED.

*« J'en viens à ce qui me paraît très important : la qualité des rapports des organisations de gauche avec le Black Panther Party. Ici, il me semble que les Blancs doivent apporter une dimension nouvelle en politique, c'est la délicatesse du coeur. »*

Genet précise immédiatement qu'il ne s'agit pas de sentimentalisme mais d'une « *délicatesse dans les rapports avec des hommes qui n'ont pas les même droit que nous*<sup>7</sup> ». C'est sous la forme d'un certain rapport à soi, d'une certaine mise en jeu de son propre corps et de sa personne que Genet s'engage en politique aux côtés des Panthères. Le fossé de plusieurs siècles de domination qui sépare Noirs et Blancs commande la mise en œuvre d'une égalité vigilante dans le quotidien des luttes. Cette lutte qui conduit aussi Genet à appeler à « *trahir les blancs que nous sommes*<sup>8</sup> » pour rester vrai aux côtés des Noirs en lutte. Genet exige que « *la réflexion politique des Panthères passe par (sa) propre vie, (il veut) prononcer des mots vivants*<sup>9</sup> ». Ce devenir noir de Genet, indissociable d'une forme de délicatesse quotidienne le fait circuler dans une problématique très différente de celle qui définit la conjoncture française, que l'on pourrait qualifier comme problématisation du rapport des intellectuels aux luttes : refus du « parler pour » ou « au nom de », volonté du « faire entendre » et « laisser parler ». Chez Genet, le geste politique s'accompagne d'une sortie de soi, d'une forme de violence exercée envers soi-même, d'une tentative de trahison de sa propre origine et couleur de peau pour parler d'autrui sans lui faire violence<sup>10</sup>. Les noirs américains sont venus chercher Genet, et demandent un soutien médiatique et politique à leur révolte, leur discours et leurs actions. Il existe déjà aux Etats-Unis une sorte de force politique autonome, militants enfermés ou parfois même militants formés par la prison, comme c'est le cas de George Jackson. Reste à Genet d'expliquer sa propre présence à leurs côtés, et de traduire leurs luttes, en France notamment, ou Genet cours après les soutiens divers : il cherche des auteurs pour un livre sur Jackson, fait signer des pétitions...Or, justement, au moment de traduire, c'est à dire de raconter, de dire, la lutte des noirs américains révolutionnaires, Genet doit composer avec la situation française, expliquer le sens du fascisme pour les noirs aux Etats-Unis, justifier les cheveux crepus et l'abandon de Dieu, signaler la nouveauté d'une situation et son sens révolutionnaire. Il part alors du problème non pas du rapport de l'extérieur aux luttes dans les prisons, mais bien de cette question qui nous intéresse depuis le début, Genet nous parle de la prison comme lieu de la division des détenus. C'est dans l'introduction aux recueils de lettres de prison de George Jackson, « Les Frères de Soledad », que Genet rédige en juillet 70 au Brésil, qu'il développe le plus longuement la question. Il le fait d'ailleurs sous la forme d'une réponse, ou d'une réflexion qu'il poursuivrait comme en aparté avec

---

<sup>7</sup>May Day Speech, op.cit.

<sup>8</sup>« Après l'assassinat » ED

<sup>9</sup>Problèmes, ED.

<sup>10</sup>Hadrien Laroche, Le dernier Genet, Seuil, février 1997.

lui-même :

*« on pourrait penser que le lieu de l'absolue malédiction, la prison ou le bagne, et en leur centre, le cachot, seraient capables, à cause de la misère, d'opérer sur ceux qui y sont enfermés une sorte de solidarité, exigée par cette misère même, un accord bienheureux où toutes les distinctions sociales entretenues à l'air libre s'aboliraient.*

*La prison ni le bagne ne servent à rien, se dit-on qu'au moins ils aient le pouvoir d'arracher à tous les prisonniers les misérables différences sociales et, surveillées par un cordon de gardes, blancs ou noirs mais armés, que se développent derrière les murailles, dans l'ombre, de nouveaux rapports entre les détenus, qu'ils aient été ceci ou celui durant leurs moments de liberté?*

*Voici un espoir idéaliste dont il faut se garder ou se défaire : le livre de Jackson nous l'apprend brutalement, en prison, au cachot, la peau blanche des détenus se propose comme moyen de complicité avec la peau blanche des gardiens, de telle sorte que les gardiens blancs s'activent pour surveiller un enfer où sont enfermés des Blancs, à l'intérieur duquel les prisonniers blancs s'activent pour entretenir un autre enfer où sont enfermés les détenus noirs. (...)*

*Et cela n'aurait pas une trop grande importance, quand la signification en est l'abatement ou une faiblesse provisoire, capables de se reprendre, de cesser brusquement – à l'occasion d'une mutinerie par exemple-, mais aux Etats-Unis c'est autre chose : la complicité des détenus blancs avec les gardiens ou pour conséquence d'apporter et de l'entretenir au plus haut, ce qui fait le fond des rapports entre Blancs et Noirs : le racisme. » p 66.*

Pas de solidarité spontanée entre les détenus dans les prisons américains, ou plutôt, ce qui sépare les détenus noirs des détenus blancs et des gardiens blancs, c'est cela même qui entretient et produit le racisme qui structure et divise la société américaine. Les coupures donc, dans la société américaine et dans les prisons, séparent rigoureusement les Blancs des Noirs, c'est l'héritage du mouvement des noirs aux Etats-Unis, qui dénonce le régime fasciste et répressif sous lequel vivent les noirs quotidiennement. Les prisons, surpeuplées aux Etats-Unis, qui ont la dimension de camps de concentration dans le style Disneyland, dira Michel Foucault après avoir visité Attica, et remplies évidemment de détenus noirs, exemplifient ce mépris et ces discriminations instituées, de telle sorte que la prison, devient un des lieux central de la production du racisme structurant la société américaine, à partir de la figure du noir délinquant d'une part, et des pratiques violentes et quotidiennes d'incitation à la haine et de tortures pratiquées en prison par les gardiens et détenus blancs, sur les détenus noirs d'autre part.

C'est cela que Jackson, et les révoltes dans les prisons américaines vont commencer par faire bouger, décalant les lignes de front, et faisant de la prison, le foyer d'une véritable agitation révolutionnaire. Du moins, c'est ainsi que la brochure Intolérable 3, « L'assassinat politique de

George Jackson » vient présenter en France le mouvement américain. « *La lutte dans les prisons est devenue un front nouveau de la révolution.* » La brochure est composée de plusieurs éléments : un texte de Genet en préface, qui comporte de nombreuses citations des *Lettres de Soledad* de Jackson, deux entretiens de Jackson « La lutte dans les prisons », et « La politique du Black Panther Party », et trois textes non signés du GIP, rédigés collectivement par Catherine Von Bulow, Daniel Defert, Michel Foucault et Gilles Deleuze : « L'assassinat camouflé », « Après l'assassinat », et « La place de Jackson dans le mouvement des prisons ». Dans sa préface Genet rappelle que le cas Jackson doit être lu comme exemplifiant la situation de tous les noirs anonymes emprisonnés, en même temps qu'il permet de comprendre plus clairement comment les prisons aux Etats Unis fabriquent des noirs révolutionnaires. Une telle conversion s'effectue là encore par un jeu complexe d'identifications/désidentifications : au coeur du racisme et des cachots américains s'opère une lente métamorphose :

*« De Richard Wright à Jackson, les Noirs se dépouillent de tous les lambeaux presbytériens et bibliques : leurs voix sont de plus en plus nues, de plus en plus noires, de plus en plus accusatrices, implacables, arrachant d'elles toutes références aux cyniques escamotages de l'entreprise et de l'emprise religieuse. Elles sont de plus en plus singulières et singulière aussi cette façon qu'elles ont toutes d'opérer un mouvement de conversion pour dénoncer la malédiction non d'être Noirs mais d'être captifs<sup>11</sup> ».*

C'est le Noir emprisonné qui peut le plus radicalement échapper à la honte : en se pensant comme captif, il échappe à la honte d'être Noir, cependant qu' en devenant de plus en plus noir, il se débarrasse de la culpabilité du crime. Le racisme, qui établit la culpabilité a priori du noir, permet d'élucider la fonction de l'appareil judiciaire et carcéral : protéger la propriété privée des capitalistes et la morale de la société blanche.

*« Emprisonnés pour quoi? Pour simple infraction au code de la route, pour trafic( du très petit détail ou du demi-gros) de la marijuana, pour viol supposé d'une Blanche ou pour meurtre d'un policier. Dans tous ces cas, pour moi, la cause des délits, c'est la situation faite aux Noirs en Amérique<sup>12</sup>. »*

Le premier entretien de la brochure, interview donné par George Jackson au Black Panther Inter Communal News Service prend acte d'un profond changement d'attitude chez les détenus : alors que la population carcérale était auparavant surtout divisée par le racisme et l'Administration, aujourd'hui, l'Administration est devenue l'ennemi commun et tout détenu, un allié potentiel.

---

<sup>11</sup>Introduction à *Les Frères de Soledad*, op, cit. ED.

<sup>12</sup>Ibid, p 65 ED.

Jackson identifie deux causes à cette transformation : la présence d'instructeurs politiques du BPP et le soutien manifesté aux prisonniers depuis l'extérieur des prisons :

*« Le détenu moyen se considère comme un homme rejeté, condamné dès le départ, les récentes expressions de solidarité venues de la rue ont apporté un rayon d'espoir ou encore un sens de la communauté, et ce rayon d'espoir a joué dans le développement d'une conscience révolutionnaire à l'intérieur des taules. »*

C'est donc à l'articulation d'une lutte anti-raciste et contre l'Administration pénitentiaire qui rassemble les détenus entre eux, et d'un soutien extérieur qui fait éclater en partie l'isolement carcéral et la marginalité des détenus que se développe la lutte politique. Le mouvement des prisons américaines travaille à rebours les coupures entre noirs et blancs, entre détenus et « hommes libres ». Dans le second entretien, donné au Berkeley Tribe, Jackson est confronté à la nécessité d'envisager d'autres coupures structurantes dans les luttes : comment s'adresser à la jeunesse intellectuelle blanche de la classe moyenne, et surtout aux femmes et aux homosexuels, puisque c'est la principale accusation portée au BPP que d'être viriliste et anti-homosexuels. Jackson s'attarde dans la fin de l'entretien sur ces questions du problème de la femme, en signalant que *« le problème de la femme dans une communauté blanche est différent de celui de la femme dans une communauté noire. »* (p 32) En effet, si les femmes sont effectivement opprimées affectivement, psychologiquement et économiquement dans la société américaine, il faut voir que dans la « sous culture noire matriarcale » selon les mots de Jackson, c'est la femme qui joue le rôle le plus conservateur, en inculquant aux enfants les rôles qui seront les leurs dans la société raciste et capitaliste. Il ne s'agit pas d'une substance de la féminité mais du rôle que sont appelés à jouer les femmes et surtout les mères dans la société américaine :

*« Maman noire, il va falloir que tu cesses de fabriquer des lâches : « sois bien gentil », « je vais être inquiète mon petit », « ne te fie pas à ces nègres », « ne te laisse pas faire par ces mauvais nègres mon petit », « gagne bien de l'argent mon petit », maman noire, ton souci exagéré de la survie de tes fils se paie de la perte de leur humanité. »*

Selon Jackson, la politique féministe nécessaire au mouvement révolutionnaire aura pour corollaire une agressivité croissante des femmes. On voit ici comment le problème des divisions entre détenus se ramifie à la question du travail politique des coupures socio-politiques et des divisions qui structurent nos assignations sociales dans l'ordre hégémonique.

Dans le commentaire que le GIP donne de l'assassinat politique de George Jackson, les luttes contre

ces systèmes de coupures, et l'invention de nouveaux agencements et de nouvelles subjectivations, est pensée sur le schème de la guerre. Plus que « le langage marxiste », c'est le paradigme du fascisme et de la guerre civile qui permet un certain transfert d'expérience entre les militants gauchistes français et les Panthères. Les militants noirs se considèrent comme prisonniers de guerre dans une guerre coloniale intérieure, en lutte contre le fascisme qui se donne comme objectif explicite l'extermination de toute opposition politique radicale dans le mouvement noir. L'assassinat de Jackson est donc politique, c'est un meurtre, un acte de guerre, qui répond à un certain mouvement dans le front révolutionnaire nouvellement constitué dans les prisons.

« Jackson l'a dit : ce qui se passe dans les prisons c'est la guerre. Une guerre qui a d'autres fronts : dans les ghettos noirs, à l'intérieur de l'armée, devant les tribunaux. Il y eut un temps où un combattant en prison était un soldat hors combat. Pour le pouvoir, la prison était, après le meurtre, l'arme la plus efficace contre l'adversaire. Aujourd'hui, les militants révolutionnaires emprisonnés et les « droits communs » devenus révolutionnaires dans leur détention même ont permis que le front de la guerre passe à l'intérieur des prisons. »

L'analyse fine du traitement dans la presse américaine de l'assassinat de Jackson et des communiqués de l'Administration fait ressortir les stratégies de contre offensive menée pour briser ce mouvement nouveau qui bouscule l'ordre pénitenciaire : briser toutes formes de solidarités entre blancs et noirs, entre détenus, mais aussi entre détenus et avocats. Il s'agit d'imposer à tous les visions d'une communauté noire criminelle, comprenant les femmes et les enfants noirs, et d'exécuter les principaux leaders du mouvement.

*« Contre le mouvement révolutionnaire dans les prisons, l'Administration américaine s'est constamment servie du racisme. Maintenant le front de la guerre ne passe plus entre détenus noirs et détenus blancs; mais entre tous les détenus révolutionnaires et l'Administration (et tous ceux qui la servent, gardiens ou détenus). Jackson avait joué un rôle déterminant dans cette évolution de la lutte. Il s'agit pour les autorités de briser à tout prix ce nouveau front et de rétablir au plus vite la virulence du racisme anti-noir dans les prisons. Il faut donc montrer que les événements de San Quentin ne sont pas un nouvel épisode de la lutte politique, mais un retour aux anciennes pratiques du massacre sauvage. »*

C'est parce que Jackson a permis cette émergence d'un nouveau front de résistance commun à l'intérieur des prisons même, qu'il a travaillé pour cette heure où « les noirs, les bruns et les blancs » se laissent de moins en moins mystifiés aux pièges d'un racisme organisé, qu'il a été assassiné. Dans le dernier texte de la brochure, il s'agit d'analyser la place de Jackson dans le mouvement des

prisons, selon Jackson lui-même, mais aussi en direction de la situation française :

*« Ce n'est donc pas seulement dans les ghettos, dans les usines, à travers les rebellions de l'armée, mais c'est aussi dans les prisons que se formeront les noyaux durs, l'encadrement armé des révolutionnaires. Anticipation qui bouscule nombre d'idées reçues dans l'histoire du mouvement ouvrier à propos de la population des prisons. »*

L'apport spécifiquement politique de Jackson, c'est à dire aussi ce qu'il faut poursuivre d'une autre manière, ici ou ailleurs, c'est sa manière de donner un rôle primordial aux prisonniers dans les luttes politiques, de faire de la prison au quotidien le lieu d'une expérimentation communiste : partage d'argent, de livre, organisation et éducation de ses frères...Le GIP peut alors conclure sa brochure : *« La lutte dans les prisons est devenue un front nouveau de la révolution ».*

### **III/ L'impossible politique des prisons en France : quelques textes de tiroirs.**

Si l'on peut considérer que la Brochure Intolérable ménage un écho considérable aux luttes des prisons américaines, il faut remarquer que le transfert ne fait fait qu'à demi mot, il tente de tracer une ligne discrète d'éléments traductibles, réactivables dans la conjoncture française, tout en notant la distance qui sépare les deux situations. Il s'agit surtout de faire savoir les réflexions, actions et revendications des Black Panthers et de dénoncer les contre offensives répressives qu'ils subissent. La possibilité d'un transfert explicite, d'un appui déclaré sur la situation américaine pour intervenir et transformer la conjoncture française restera en suspens. Suspens qui s'annonce dans quelques textes de l'année 1971, la plupart destinés à la publication (communiqué ou brochure du GIP) et finalement restés inédit. Ce sont donc des interventions politiques en suspens, restés impossibles, retenues faute d'avoir trouvé dans la conjoncture française un point d'appui suffisant.

Le seul texte effectuant une véritable comparaison en règle des situations française et américaine est une intervention de Daniel Defert, au nom du GIP, lors du meeting à la Mutualité du 11 novembre 1971, meeting dont le programme était 1) des prises de paroles de familles de détenus sur les prisons françaises, et 2) la projection de films sur les prisons de San Quentin et de Soledad. Collage des conjonctures, juxtaposition, tentative explicite de ménager des résonances donc. Et l'intervention de Defert, cependant, doit prendre acte d'une distance insurmontable entre les deux situations.

*« Sur quoi repose le système pénitentiaire? Fondamentalement le régime des prisons repose sur la division entre détenus. Division par l'argent – division par le travail (rareté, salaires inégaux, durée différente des tâches comme les filets à Clairvaux). Division par la race, le mouchardage, le délit (délict sexuel ou braquage), la rivalité entre clans. Tout ce qui soutient le régime bourgeois se retrouve en prison. La base du régime pénitentiaire, c'est le racisme, la division. »*

A Clairvaux, c'est le règne des caïds, « c'est l'anti Attica, où détenus blancs et noirs unis sont morts sous les rafales de la police sans avoir touché à leurs otages ». Le mouvement des prisons doit établir de nouveaux fronts, reconnaître ses vrais ennemis, déplacer le système des divisions. Mais Defert constate que le mouvement français n'est pas « à ce point de développement », du fait notamment des faibles contacts entre détenus politisés et les autres. Malgré cela, le GIP, formé pour dénoncer les conditions matérielles de détention et donner la parole aux détenus est rapidement devenu un moyen de souder les luttes à l'intérieur et à l'extérieur des prisons, permettant ainsi que les luttes de détenus soient vécues pour la première fois comme des luttes politiques, débarrassées de l'infamie qui déterminait leur relation à la prison. Defert appelle à élargir le mouvement, en formant des conseils locaux de détenus et anciens détenus pour former un véritable mouvement politique.

L'affirmation que la lutte des prisonniers est politique et qu'elle pourrait constituer un point d'appui fondamental à d'autres luttes politiques notamment ouvrière, se fait jour dans deux textes de Foucault : la transcription d'une conversation enregistrée en avril 1972, après une visite de la prison d'Attica justement, qui sera publiée dans Telos au printemps 1974, et le manuscrit d'un communiqué du GIP, écrit probablement fin 1971, début 1972, qui restera inédit, à propos de la révolte de Toul. Attica, Toul, et entre les deux, dans l'oscillation d'un transfert possible, la possibilité d'une intervention d'un type nouveau, « tous les détenus sont politiques ».

Après sa visite à Attica, Foucault retrace l'évolution de sa propre pensée à propos de la prison, pensée d'abord comme lieu d'exclusion, répondant au besoin de chaque société de mettre de côté un certain nombre de déviants, à la considération des fonctions positives de la prisons, du rôle du système pénal dans le système capitaliste et dans le maintien du pouvoir en place, de sa fonction de répression des conflits de classe et de division des luttes populaires. Il note alors « les prisons américaines semblent, bien plus aisément que les prisons européennes, pouvoir être un lieu d'action politique ». En effet, la spécificité du système pénal, en France notamment est d'utiliser l'emprisonnement contre une frange de la population qui n'est pas vraiment intégrée à la classe ouvrière ni contrôlée par les syndicats, et de produire un système de division matérielles et morales entre ouvriers et détenus, entre plèbe et prolétariat.

*« Nous sommes donc, à l'heure actuelle, dans une situation où différentes catégories de gens cherchent à surmonter des conflits et des oppositions que le système capitaliste a établis et maintenus entre eux; où les luttes qui ont lieu à l'intérieur des usines sont plus liées qu'elles ne l'étaient dans le passé aux luttes qui prennent place à l'extérieur des usines (concernant le logement, le problème de la qualité de vie); où l'on reconnaît que le combat idéologique général est une partie intégrante de la lutte politique. Pour toutes ces raisons, l'isolement de cette fraction de la classe ouvrière, qui, à l'origine, était sous la domination de la pression de la police, est en train de s'effacer lentement. Sa réintégration au sein des luttes politiques est l'objectif premier de notre groupe. » et plus loin « Dans sa définition la plus large, la révolution culturelle implique que, au moins dans une société comme la nôtre, on ne fasse plus de différence entre les criminels de droit commun et les criminels politiques ».*

Cette dernière phrase fait écho à la maladresse des militants mao incarcérés qui commencèrent par revendiquer un statut de « prisonniers politiques » qui les aurait distingué des « droits communs ». Elle est aussi directement adressée aux leaders politiques et syndicaux, et s'inscrit dans l'analyse de la manière dont le mouvement ouvrier, syndical et politique a dû conquérir sa dignité et faire reconnaître son « humanité » au cours du XIX<sup>e</sup>s : nous ne sommes pas des meurtriers, nous n'attaquons pas le peuple ni la production. La moralité populaire et la vertu familiale notamment ont été des armes du prolétariat pour échapper à un pouvoir le réduisant à l'animalité et la criminalité. C'est la critique de nos catégories morales et la lutte aux côtés des prisonniers qui peut permettre désormais de rétablir certaines alliances stratégiques dans les luttes. Foucault conclue l'entretien : *« Toute cette lutte obscure est, je crois, politique ».*

Cette formule fait jouer une sorte d'écho avec un texte resté inédit de Jean Genet. Daniel Defert avait demandé à Genet un article de réflexion générale sur le système carcéral, pour une brochure Intolérable, que Genet avait écrit avant de refuser qu'il soit finalement publié, de refuser d'intervention dans la conjoncture française, de faire l'intellectuel.

*Le début du texte : « Un enchantement- ou plutôt une sorcellerie distingue depuis longtemps les délits en droit commun ou politiques. Encore aujourd'hui, il semble qu'une ligne médiane sépare les uns et les autres. Un délit -ou un crime – est un délit, c'est à dire qu'en premier lieu il brise le cercle de la loi, en ce que la loi est le moyen du pouvoir. Des juristes auront fait la distinction qui est en fait arbitraire : la loi étant une, c'est à dire voix – ou si l'on veut moyen – du pouvoir, la brisure de la loi, d'une façon ou d'une autre, est toujours la mise en cause du pouvoir. »*

Genet fait ensuite l'histoire de la légalisation d'une certaine opposition au pouvoir, opposition dite

alors « politique » au sens légal. Les grèves et occupations, à la fin du XIX<sup>e</sup> encore sanctionnées de morts, avec l'armée tirant sur la foule, sont devenus des droits politiques. « *Il s'est donc passé quelque chose : cette opposition qui était criminelle selon la loi bourgeoise, à mesure qu'elle s'affermisait, versait dans le pouvoir!* ». La distinction entre politiques et droits co est alors ramenée à une tentative d'échapper à la stigmatisation infamante qui touche les criminels. C'est aussi pour n'être pas confondu avec les voyous et les bandits, que les militants ouvriers luttent pour leurs droits syndicaux, et que certains hors la loi se disent politiques. Néanmoins, dans de nombreuses situations, l'unité profonde du geste consistant à refuser la loi, ou à suspendre le pouvoir reste manifeste : les feddayin, les résistants contre Pétain ou les lois hitlériennes. Les juifs sous Hitler, comme les noirs ont Etats Unis entrent d'emblée, à la naissance, dans les rangs du crime et de l'illégalité. C'est à partir de là qu'il devient possible d'accéder à une certaine compréhension des révoltes de prisons dans toute l'Europe et ailleurs : Italie, Mexique, France, Japon, Scandinavie, Brésil....

L'essentiel est que chaque détenu qui va en prison pour un délit dit de droit co, comprenne qui n'est pas une victime isolée, mais « la victime d'un système et d'un pouvoir ». Dès lors, « son rapport à la loi change de nature. Il pressent, s'il ne le sait pas clairement, que la ligne qui tend encore à couper les deux moitiés de la prison est sur le point de s'effacer. Elle est, en tout cas, de plus en plus imprécise. »

Néanmoins, Genet note qu'il ne s'agit pas encore « d'une pure révolte politique ». Monde des prisons reste monde clos et obscur, dans lequel une partie de population carcérale veut continuer à vivre, « y poursuivre une série de micro-événements toujours répétés – poétisés- ». Genet prend donc point de vue interne à la prison, et s'intéresse aux différences entre différentes catégories de prisonniers, ou plutôt, on y vient, entre différentes manières de vivre l'incarcération. Il oppose ainsi ces prisonniers, enfermé dans un univers néanmoins « sécurisant », y inventant un autre monde avec ses hiérarchies et valeurs morales, à d'autres prisonniers, qui « veulent détruire cette conception de la peine ». C'est cette manière qu'à Genet de se situer au plus près des détenus qui fait l'originalité du texte. Genet s'attarde un peu sur le gouffre qui sépare la prison du monde : prison est un lieu fixe, solidement amarré, dans une époque où la mobilité est impérative, mais aussi, « plus une société est industrialisée, et plus ses prisons sont inhumaines, plus elle sont loi du genre de vie quotidien. »

Genet creuse encore ce jeu des distinctions entre les détenus, distinction qui passe entre ceux qui se savent soutenus par des militants restés hors de la prison, et ceux qui, abandonnés et méprisés par

leur famille et société, créent nouveau monde, entre eux, régit par règles féodales. Il évoque leurs fantasmes et leurs jeux masturbatoires, l'établissement de nouvelles valeurs : temps, vigueurs, périodicité...C'est l'orgueil solitaire et l'amertume de la vie carcérale qui vient alors séparer les détenus entre eux, et pas seulement la magie des distinctions arbitraires inventées par les juristes et les gardiens. *« Les politiques méprisent de telles pratiques. S'ils s'y livrent, c'est en secret et avec une très mauvaise conscience ».*

Genet dégage la possibilité d'une autre approche du problème des divisions entre détenus, en partant donc, non plus de leurs actes, mais de la nature du jugement prononcé et des peines subies.

*« Quelque soit la nature des actes qui ont conduit certains hommes en prison -et en supposant que cette nature puisse varier- la prison est un lieu qui unifierait non la nature des actions illégales, mais la nature des jugements prononcés et des peines subies. Je me demande si le pouvoir ne pourrait pas être défini à partir des peines qu'il impose? ».*

Donc on ne part plus de l'acte mais de la confrontation entre celui qui est responsable (pas encore coupable) de cet acte, et le pouvoir, on distingue donc détenus non plus en fonction des délits, politiques ou non, mais à partir de leur *attitude* face aux manifestations du pouvoir légal. C'est la question de la force, du culot, voire de l'héroïsme des détenus qui refusent de céder aux tentations du pouvoir légal.

*« Rien ne semble interdire une alliance – momentanée ou prolongée- entre des révolutionnaires et certains isolés (droits co) délibérément hostiles au pouvoir. S'il était vrai que cette approche du problème soit retenue, la question ne serait plus : droit-co ou politique mais délinquants différenciés non à partir de l'acte ou des actes qui leur ont valu telle ou telle peine, mais à partir de la sentence prononcée et de la manière dont la peine est subie, c'est à dire laissant ou non le détenu ennemi du pouvoir. Si une distinction doit se faire, ce sera donc en tenant compte d'une sorte de « tenue » à l'égard du pouvoir; après l'énoncé de la sentence. »*

C'est tout un dialogue, une entreprise de traduction du cas Jackson qui se met en place ici, une tentative de penser à partir de Jackson, la logique carcérale et de construire de nouvelles alliances. Jackson, condamné à « 1 an de prison au minimum et prison à vie au maximum », dont la bonne conduite seule peut assurer la sortie, témoigne du fait que la prison cherche avant tout à briser les révoltes, à rendre docile les individus, à discipliner les caractères. C'est un point de départ possible de nouvelles luttes, non les actes commis mais l'attitude face au pouvoir disciplinaire.

Le dernier écho français de la conjoncture américaine pourrait être cette intervention restée en suspens, ce communiqué du GIP resté finalement dans les tiroirs de Foucault. Il s'agit d'un manuscrit inédit de Michel Foucault, qui devait donner lieu à une conférence de presse. Le texte porte sur la révolte des détenus de Toul.

*« Pour échapper à leur prison, les détenus de Toul utilisaient les mêmes moyens que tous les détenus du monde entier : l'évasion ou le suicide. L'autre jour, ils n'ont pas fait le mur : ils ont fait la barricade. Ils se sont enfermés dans cette prison dont ils s'étaient rendus maîtres et dont ils avaient chassé l'administration, nul ne pouvait y entrer sans leur permission. Ils l'ont occupée comme on occupe une usine, un lieu de lutte. Ils en ont fait un point d'appui pour manifester leurs revendications et faire valoir leurs droits. Ils ont inversé les fonctions du mur, de la grille, de l'enfermement. C'est qu'ils ne voulaient point, ce jour là, sortir de la prison, mais de leur statut de prisonniers humiliés.*

*Apparaissait ainsi un nouveau type de lutte. Nouveau, du moins, pour les prisons françaises et les détenus français. Car c'est la même forme de lutte, sans doute, qu'on a connue déjà aux USA ou en Italie; la même forme de lutte qu'ont menée en 57 les prisonniers Algériens de la Santé.*

*Les détenus de Toul n'ont pas fait d'otages. Fait étonnant que les journalistes ont relevé, mais que l'administration a voulu nier, on comprend bien pourquoi : son pouvoir ne tient que si les détenus en face d'elle ne sont pas par eux même, par leur nombre, par leur décision collective, une force. Ne pas prendre d'otages, et reconduire à la porte de la prison occupée les gardiens qui s'y trouvaient encore, c'était dire : nous n'avons pas besoin de ruse, d'un chantage, des possibilités de rébellion pour être une force. Nous sommes une force par nous-même, parce que nous avons décidé tous ensemble de mettre l'administration à la porte, et de ne la laisser rentrer qu'au moment où elle nous aura reconnu comme une force avec laquelle on négocie, à laquelle on cède, à l'égard de laquelle on s'engage. Il paraît que l'administration s'appuie, pour faire régner « l'ordre » dans les prisons, sur les rapports d'argent, de prestige, de force physique qui divisent les détenus. L'autre jour à Toul, les forces se sont redistribuées et tout à coup, le pas à pris un autre sens : les détenus, parcequ'ils étaient détenus et humiliés, et utilisés et exploités, sont devenus une force collective en face de l'administration. Et c'est ainsi qu'ils sont entrés dans la lutte.*

*Organisation? Difficile à connaître. Il y avait des délégués – à la fois chefs et portes paroles.*

*Objectifs? Des listes de revendications avaient circulé. Elles allaient de l'essentiel et du plus difficile à obtenir (le déplacement du directeur, du gardien chef) au détail (la température des douches, les repas); mais il n'y a pas de détail, ou plutôt tout détail est essentiel lorsqu'on lutte pour obtenir, contre un arbitraire sans limite, un statut juridique minimum; lorsqu'on lutte pour avoir le droit de réclamer. C'est important d'avoir le droit de se laver; c'est essentiel quand on l'obtient de*

*cette manière là.*

*Tactique? Occuper des lieux stratégiquement importants, comme les toits d'où l'on peut être vu et entendu de l'extérieur, d'où on peut manifester (par delà les bouclages, les consignes, le silence et les mensonges de l'administration) qu'on existe, qu'on lutte et pourquoi on lutte. Détruire ou au contraire protéger les lieux symboliquement importants (brûler la bibliothèque et avec elle, toute l'hypocrisie de l'éducation en prison, du redressement moral, de la formation professionnelle; protéger la chapelle, car les aumôniers « nous ont bien traités »); ne pas négocier directement, sans témoins, avec une administrations dont on connaît les méthodes, mais par des intermédiaires sûrs, qui seront les intermédiaires et les garants (c'est pourquoi les détenus ont demandé que la négociation passe par les aumôniers). Il paraît qu'après la négociation, les détenus ou du moins certains d'entre eux sont rentrés dans leurs cellules en appliquant à la lettre le règlement ; ils sont passés devant les surveillantes, les mains derrière le dos, les yeux fixés au sol, et ont dit en soulevant le béret « bonsoir chef ». Ce n'était pas là l'image de la défaite mais d'une action : ils avaient négocié de force à force; l'administration avait cédé; et quand à eux, ils avaient tenu leur engagement : ils rentraient réellement et symboliquement « dans l'ordre ».*

*ON leur avait menti sans vergogne? C'est vrai. Ils s'étaient laissé avoir? Peut être. Je pense cependant que tout ce qui s'est passé représente pour les détenus une double victoire.*

– *A l'égard de ces « droits communs » auxquels elle prétend réapprendre la morale, la justice, le bien et le mal, l'administration pénitenciaire a été prise en flagrant délit d'abus de confiance et de mensonge. Mais surtout :*

– *Les détenus de Toul ont fait apparaître dans les prisons une lutte politique. Car je pense qu'on peut appeler politique toute lutte contre le pouvoir établi, lorsqu'elle affirme une force collective, avec son organisation, ses objectifs, sa stratégie.*

*Or, il y a là quelque chose qui effraye et qu'on a voulu masquer. Les journaux ont fait valoir la vétusté des locaux, l'absence de crédits, la sottise du règlement, l'arbitraire des directeurs; comme si les événements de Toul n'étaient que le résultat final d'une vieille usure ou d'une trop longue négligence, en tous cas, l'aboutissement fatal d'un processus commencé depuis longtemps. En fait, ce qui s'est passé à Toul est le début d'un processus nouveau : le premier temps d'une lutte politique menée contre le système tout entier par la couche sociale qui en est la première victime. »*

On peut s'interroger sur pourquoi ce communiqué n'a pas été lu en conférence de presse, pourquoi il est resté dans les cartons alors même que, très peu de temps après, le GIP se défend d'avoir voulu porter tout jugement sur les actions des détenus de Nancy. C'est sans doute une difficulté d'un collectif aussi hétérogène et divisé de ne pouvoir assumer de telles prises de positions. Car il faut surtout voir de quoi ce texte est fait!

Contre les récits journalistiques de la révolte, il s'agit de dire le sens politique d'une révolte, ou plutôt, de redéfinir à partir de cette révolte, notre conception même du politique. Texte qui s'adresse donc principalement aux militants gauchistes traditionnels et au mouvement ouvrier pour les convaincre que les prisonniers sont bien « entrés dans la lutte ». Le texte simule un dialogue avec un militant de type traditionnel qui interroge : organisation? Objectifs? Tactiques? Foucault opère une série de liens, avec Toul et les prisonniers Algériens, Italiens, Nord Américains, mais aussi avec les ouvriers qui occupent leurs usines. Il tente de repérer une nouveauté, l'émergence d'un nouveau type de lutte, ou plutôt le début d'une lutte politique menée par les détenus eux même contre le système pénal. Il s'agit donc de qualifier un événement nouveau qui fait rupture dans le présent, de le qualifier comme lutte politique en réélaborant du même coup le concept de politique. Pour cela Foucault use de divers techniques rhétoriques : 1) mise en scène des paroles de prisonniers au discours indirect libre, « nous n'avons pas besoin de ruse... », 2) mise en ordre ou hiérarchisation des revendications, et là Foucault se sort par une drôle de pirouette de la question du détail et de l'essentiel. On peut noter l'enjeu interne aux révoltes que constituent ces listes de revendications et la question de leur hiérarchisation : le café ou Galiana? La fin de l'isolement ou du poulet pour Noël? 3) dévoilement d'un sens de la lutte sous jacent aux revendications : « C'est important d'avoir le droit de se laver, c'est essentiel quand on l'obtient de cette manière là », distinction entre bibliothèque et chapelle... 4) Interprétation des gestes et des attitudes des détenus, qui rentrent disciplinés dans leur cellule : « ils avaient négocié de force à force »...Là aussi, retour en cellule est pb controversé et interne, qui touche à la question de la maturité d'un collectif, aux risques de débordements, à la confiance en l'abbé...En mettant en scène la révolte de Toul pour la décrire, aux droits communs et aux militants politiques sceptiques comme une lutte politique nouvelle et radicale, Foucault prend des risques, interprète, et formule des jugements eux même politiques. Prend il pour autant une position d'extériorité, de juge idéal par rapport à la lutte? Certainement pas. Il expérimente une certaine poétique du discours, un « parler sur » la révolte qui côtoie un « parler avec » les détenus en lutte, mais en direction d'un « parler à », en direction d'autres luttes, et d'un champ élargi de la politique.